

Garantie de la paix sociale

CCT du 29 novembre 2012, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique portant garantie de la paix sociale.

Chapitre I. - Champ d'application et objet

Article 1. - La présente CCT s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Commission Paritaire de l'industrie chimique. Elle ne s'applique pas en cas d'actions interprofessionnelles, décidées au niveau des instances compétentes des organisations signataires.

La présente CCT vise à garantir la paix sociale entre employeurs et ouvriers.

Par "ouvriers" on entend : les ouvriers et les ouvrières.

Article 2. - Les organisations signataires s'engagent à user de toute leur influence pour que se développe à tous les niveaux l'esprit de méthode, de conciliation et d'ordre dans les relations sociales.

Article 3. - Les organisations signataires s'engagent à faire respecter, à tous les niveaux, tous accords et toutes conventions collectives de travail, y compris la présente, conclus soit pour l'ensemble de l'industrie chimique, soit pour les entreprises d'une région ou d'un sous-secteur d'activité, soit pour une ou plusieurs entreprises. Elles utilisent, à cet effet, tous les moyens dont elles disposent.

Chapitre II. - Procédure de conciliation

Article 4. -

§1. Si, au niveau de l'entreprise, une divergence de vues prend ou risque de prendre naissance entre l'employeur et les ouvriers, soit l'employeur, soit les ouvriers doivent faire appel aux représentants de leurs organisations respectives pour continuer à ce niveau l'examen de la question.

§2. Si aucun accord n'intervient, la partie la plus diligente fait appel à l'instance de conciliation de la Commission Paritaire de l'industrie chimique par une demande écrite adressée au président de la Commission Paritaire et dont elle notifie copie aux parties.

Article 5. -

§1. En cas d'échec constaté par procès-verbal de la procédure de conciliation prévue à l'article 4, § 2, ou à défaut de réunion de l'instance de conciliation dans un délai raisonnable tel que prévu au règlement d'ordre intérieur de la Commission Paritaire, un préavis de grève ou de "lock-out", doit être signifié à l'employeur en cas de grève, aux ouvriers et à la délégation syndicale en cas de "lock-out".

Le préavis est de sept jours civils et prend cours le jour de la notification par lettre recommandée à la poste, le cachet de la poste faisant foi, ou le jour de la remise du préavis de la main à la main moyennant accusé de réception.

§2. Le délai de préavis prévu au § 1 peut être prolongé moyennant accord entre les parties en cause. A peine de nullité, cet accord doit indiquer la durée de la prolongation.

Article 6. - Les parties en cause s'engagent à ne recourir à aucune action de grève ou de "lock-out" avant l'expiration du délai de préavis fixé à l'article 5.

Les organisations signataires mettent tout en œuvre pour assurer le respect de la procédure de conciliation, telle que définie dans le présent chapitre et dans le règlement d'ordre intérieur de la Commission Paritaire.

Chapitre III. - Conditions d'intervention du Fonds Social de l'industrie chimique

Article 7. -

§1. Un avantage social est accordé aux ouvriers remplissant les conditions fixées par la CCT du 29 novembre 2012, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, octroyant un avantage social, dans chaque entreprise ressortissant à la Commission Paritaire précitée où la paix sociale est respectée ainsi que dans l'hypothèse d'une décision en ce sens du comité de gestion du Fonds Social ou du collège des médiateurs pour les cas soumis à la procédure visée par les articles 8 et 9 ci-après.

§2. Ledit avantage est liquidé par le truchement du Fonds Social de l'industrie chimique, dont les statuts ont été fixés par la CCT du 12 avril 1972, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, concernant l'institution d'un Fonds de Sécurité d'Existence et fixation de ses statuts, rendue obligatoire par Arrêté Royal du 2 juin 1972 (MB du 21 juin 1972).

§3. Le montant et les modalités d'octroi de cet avantage sont déterminés par CCT, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique.

Article 8. -

§1. Au cas où un arrêt de travail survient dans une entreprise, en opposition avec les obligations de l'article 3 ou sans que les dispositions définies aux articles 4 à 6 soient respectées, la direction de l'entreprise peut, au plus tard 30 jours après la fin de cet arrêt de travail, demander par lettre au comité de gestion du Fonds Social, la suppression de l'avantage prévu à l'article 7, soit pour tous les ouvriers, soit uniquement pour ceux qui ont participé à l'arrêt de travail dans de telles conditions. Le même jour, la direction de l'entreprise adresse copie de cette lettre à la délégation syndicale et aux organisations syndicales et professionnelles signataires de la présente convention.

§2. Dès réception de la requête susmentionnée et sans que le comité de gestion du Fonds Social ne doive se réunir à cet effet, le Fonds Social suspend le prochain paiement de l'avantage social pour les ouvriers (et apprentis industriels) de cette entreprise ainsi que le prochaine envoi des attestations dont question à l'article 6 de la CCT du 29 novembre 2012 portant octroi d'un avantage social aux ouvriers (et apprentis industriels) mentionné à l'article 8, §1. La procédure commence par la requête de l'employeur et se clôture soit par la décision du comité de gestion ou, à défaut, du collège des médiateurs.

§3. Les représentants des organisations syndicales signataires peuvent faire parvenir leurs remarques auprès du comité de gestion du Fonds Social endéans les 30 jours qui suivent la demande de l'employeur. Ils en adressent copie le même jour à la direction.

§4. Le comité de gestion, saisi de la demande de la direction, se réunit endéans les 60 jours qui suivent la requête. Après examen du dossier, il décide de la recevabilité de la requête et de son fondement. Par dérogation à l'article 15 de la CCT du 12 avril 1972 portant création du

9

Fonds Social de l'industrie chimique, ces décisions sont prises à l'unanimité des voix émises. Les membres du comité de gestion qui sont impliqués directement dans le conflit de part et d'autre ne peuvent participer ni aux délibérations ni au vote aboutissant à une décision.

§5. A défaut de décision unanime du comité de gestion, endéans les 15 jours de sa première réunion, le dossier est transmis de plein droit par le comité de gestion au collège des médiateurs du Fonds Social de l'industrie chimique. La mission, la composition et le fonctionnement du collège des médiateurs sont définis à l'article 9 de la présente convention. Ce dernier statue endéans les 3 mois de sa saisine. Sa décision est sans appel. Elle est communiquée pour exécution, au président du Fonds Social ainsi qu'à toutes les parties concernées, comme prévu à l'art. 9, § 7.

§6. A défaut de décision unanime du comité de gestion et à défaut de saisine du collège des médiateurs endéans les 45 jours de la première réunion du comité de gestion, le prochain paiement de l'avantage social qui était suspendu, est rétabli.

Article 9. -

§1. Le collège des médiateurs du Fonds Social de l'industrie chimique est institué par la présente convention collective.

§2. Il a pour mission de trancher tout différend à naître entre les parties signataires de la présente convention exclusivement dans les cas prévus à l'article 8.

§3. Tous les trois ans, la Commission Paritaire de l'industrie chimique établit une liste de six médiateurs choisis parmi des personnalités ayant une expérience et une connaissance éprouvées dans le domaine social et industriel et du droit du travail, et offrant des garanties d'impartialité.

§4. Le collège est composé de trois médiateurs, désignés chaque fois pour une cause déterminée.

§5. L'organisation signataire concernée notifie aux autres parties signataires de la présente convention, sa volonté d'aboutir à une solution du différend par la voie d'une décision du collège des médiateurs. La notification se réfère à l'objet du différend. Elle comporte en outre la désignation d'un médiateur choisi dans la liste des médiateurs établie comme indiqué au § 3. La partie adverse est invitée, par la même notification, à désigner un second médiateur de la même manière. Les médiateurs désignés qui ont accepté leur mission nomment pareillement un troisième médiateur qui présidera le collège.

§6. Le comité de gestion du Fonds Social fixe les honoraires des médiateurs à charge dudit Fonds. Les détails et modalités pratiques de la mission du collège des médiateurs sont fixés par les parties signataires. Un secrétariat est mis à la disposition par le comité de gestion du Fonds Social.

§7. Le collège est chargé de se prononcer sur la recevabilité de la demande et sur la matérialité des motifs invoqués par l'employeur pour justifier sa demande de suppression de l'avantage social telle que prévue à l'article 8. Si le collège reçoit la demande et la déclare fondée, le paiement de l'avantage social est supprimé.

La décision du collège est notifiée pour exécution au comité de gestion du Fonds Social, et aux parties signataires par le président du collège.

La réception de cette notification par le président du comité de gestion vaut acquiescement de plein droit, sans vote ni délibérations, à cette décision par le comité de gestion et par les parties signataires.

Le comité de gestion du Fonds Social notifie la décision des médiateurs respectivement aux ouvriers et ouvrières concernés, à la délégation syndicale de l'entreprise et à l'employeur.

§8. La procédure se déroulera selon des règles à fixer par le comité de gestion. Le collège des médiateurs peut procéder à toutes les investigations nécessaires à l'instruction du dossier.

§9. Le collège décide à la majorité simple. La décision est écrite, motivée et signée. Le collège statue en accueillant ou en rejetant la demande. La décision est sans appel.

§10. Le collège est tenu de rendre sa décision et de la notifier dans les trois mois qui suivent la désignation du premier médiateur. A défaut, les médiateurs sont déchus de leur mission de plein droit, et les parties signataires peuvent désigner de nouveaux médiateurs.

§11. Les audiences du collège ne sont pas publiques. Ses délibérations sont secrètes.

Article 10. - La présente CCT entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle annule et remplace la CCT du 12 décembre 1979, enregistrée sous le numéro d'enregistrement 006040/CO/116, telle que modifiée par la CCT du 13 novembre 1985 et la CCT du 3 mars 1999.

Elle peut être revue en commun accord entre les organisations signataires et dénoncée par l'une d'entre elles moyennant un délai de préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Commission Paritaire de l'industrie chimique et à chacune des organisations signataires.

Le délai de préavis prend cours à partir de la date d'envoi de la lettre recommandée.

Les demandes de sanction introduites avant cette date seront traitées suivant l'ancienne procédure.

Waarborg van de sociale vrede

CAO van 29 november 2012, gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid betreffende de waarborg van de sociale vrede.

Hoofdstuk I. - Toepassingsgebied en voorwerp

Artikel 1. - Deze CAO is van toepassing op de werkgevers en de werklieden van de ondernemingen welke onder het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid ressorteren. Zij is niet van toepassing in geval van interprofessionele actie, waartoe is besloten door de bevoegde instanties van de ondertekenende organisaties.

Deze CAO beoogt de sociale vrede tussen werkgevers en werklieden te waarborgen.

Onder "werklieden" verstaat men: de werklieden en de werksters.

Artikel 2. - De ondertekenende organisaties verbinden zich er toe al hun invloed aan te wenden opdat zich op alle niveaus een geest van methode, van verzoening en van orde zou ontwikkelen in de sociale betrekkingen.

Artikel 3. - De ondertekenende organisaties verbinden zich er toe, op alle niveaus, de naleving te verzekeren van alle akkoorden en collectieve arbeidsovereenkomsten, met inbegrip van onderhavige, welke zijn gesloten hetzij voor het geheel van de scheikundige nijverheid, hetzij voor de bedrijven van een gewest of van een subsector, hetzij voor één of meerdere ondernemingen. Zij wenden hiertoe alle middelen aan waarover zij beschikken.

Hoofdstuk II. - Verzoeningsprocedure

Artikel 4. -

§1. Indien in het vlak van de onderneming een meningsverschil ontstaat of dreigt te ontstaan tussen de werkgever en de werklieden, moeten hetzij de werkgever, hetzij de werklieden een beroep doen op de vertegenwoordigers van hun respectieve organisaties om op dit niveau de zaak verder te onderzoeken.

§2. Wordt er geen overeenstemming bereikt, dan doet de gerede partij een beroep op de verzoeningsinstantie van het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, bij een schriftelijke aanvraag tot de voorzitter van het Paritair Comité en met een afschrift aan de partijen.

Artikel 5. -

§1. Bij een in de notulen bevestigde mislukking van de verzoeningsprocedure welke is voorzien in artikel 4, § 2 van de CAO of bij ontstentenis van een vergadering van de verzoeningsinstantie binnen een redelijke termijn zoals voorzien in het huishoudelijk reglement van het Paritair Comité, moet aan de werkgever ingeval van staking, aan de werklieden en aan de syndicale afvaardiging in geval van "lock-out", een aanzegging van staking of "lock-out" worden betekend.

Deze aanzeggingstermijn bedraagt zeven kalenderdagen en gaat in op de dag van de betekening bij een ter post aangetekende brief, waarbij de poststempel geldt als bewijs, of op de dag waarop de aanzegging van hand tot hand tegen ontvangstbewijs wordt overhandigd.

§2. De aanzeggingstermijn welke is voorzien in §1 kan worden verlengd mits de betrokken partijen akkoord gaan. Op straf van nietigheid moet dit akkoord de duur van de verlenging vermelden.

Artikel 6. - De betrokken partijen verbinden zich ertoe niet over te gaan tot een stakings- of "lock-out" -actie alvorens de aanzeggingstermijn, welke is vastgesteld bij artikel 5, is verstreken.

De ondertekenende organisaties stellen alles in het werk om de verzoeningsprocedure, zoals deze in dit hoofdstuk en in het huishoudelijk reglement van het Paritair Comité is bepaald, na te leven.

Hoofdstuk III. - Voorwaarden tot tegemoetkoming vanwege het Sociaal Fonds van de scheikundige nijverheid

Artikel 7. -

- §1. Een sociaal voordeel wordt toegekend aan de arbeiders die de voorwaarden vervullen welke zijn vastgesteld bij de CAO van *29 november 2012*, gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, tot toekenning van een sociaal voordeel, in elke onderneming welke ressorteert onder het voormelde Paritair Comité waar de sociale vrede wordt geëerbiedigd, alsmede in de veronderstelling dat het beheerscomité van het Sociaal Fonds of het college van bemiddelaars in deze zin een beslissing treft voor de gevallen welke onderworpen zijn aan de procedure welke beoogd in navolgende artikelen 8 en 9.
- §2. Genoemd voordeel wordt vereffend langs het Sociaal Fonds van de scheikundige nijverheid om, waarvan de statuten werden vastgesteld bij de CAO van 12 april 1972, gesloten in het Nationaal Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en tot vaststelling van zijn statuten, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk besluit van 2 juni 1972 (Belgisch Staatsblad van 21 juni 1972).
- §3. Het bedrag en de toekenningsmodaliteiten van dit voordeel worden bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid.

Artikel 8. -

- §1. In geval zich in een onderneming een werkonderbreking voordoet, in tegenspraak met de verplichtingen van artikel 3, of zonder dat de bepalingen omschreven in de artikelen 4 tot en met 6 worden nageleefd, kan de directie van de onderneming, uiterlijk 30 dagen na het einde van deze werkonderbreking, schriftelijk het beheerscomité van het Sociaal Fonds verzoeken om het voordeel, voorzien in artikel 7, in te trekken, hetzij voor alle werklieden, hetzij uitsluitend voor degenen die hebben deelgenomen aan de werkonderbreking onder dergelijke voorwaarden. Dezelfde dag zendt de directie van de onderneming een afschrift van deze brief aan de syndicale afvaardiging en aan de syndicale- en werkgeversorganisaties die de huidige overeenkomst ondertekend hebben.
- §2. Bij ontvangst van de hiervoor genoemde aanvraag en zonder dat het beheerscomité van het Sociaal Fonds hiertoe hoeft te vergaderen, schort het Sociaal Fonds de eerstvolgende betaling van het sociaal voordeel op voor de arbeiders (en industriële leerlingen) van deze onderneming alsmede de eerstvolgende verzending van de tewerkstellingsattesten vermeld in artikel 6 van CAO van *29 november 2012* over de toekenning van een sociaal voordeel aan de in artikel 8, § 1 genoemde arbeiders (en industriële leerlingen).
- De procedure neemt een aanvang door het verzoek van de werkgever en eindigt hetzij door de beslissing van het beheerscomité of, bij gebreke hiervan, van het college van bemiddelaars.
- §3. De vertegenwoordigers van de ondertekenende vakorganisaties kunnen hun opmerkingen laten worden bij het beheerscomité van het Sociaal Fonds, binnen 30 dagen na de aanvraag van de werkgever. Zij zenden dezelfde dag een afschrift ervan aan de directie.

- §4. Het beheerscomité, waarbij het verzoek van de directie is aanhangig gemaakt, komt bijeen binnen 60 dagen na de indiening van het verzoek. Na onderzoek van het dossier beslist het over de ontvankelijkheid van het verzoek en van zijn gegrondheid. Bij uitzondering op artikel 15 van de CAO van 12 april 1972 over de oprichting van het Sociaal Fonds van de Scheikundige Nijverheid, worden deze beslissingen met eenparigheid van de uitgebrachte stemmen genomen. De leden van het beheerscomité die aan deze of gene zijde direct bij het conflict zijn betrokken, mogen niet aan de beraadslaging of aan de stemming deelnemen, welke leidt tot een beslissing.
- §5. Bij gebreke aan een eenparige beslissing van het beheerscomité binnen de 15 dagen van zijn eerste vergadering, wordt het dossier van rechtswege door het beheerscomité aan het college van bemiddelaars van het Sociaal Fonds van de scheikundige nijverheid overhandigd. De taak, de samenstelling en de werking van het college van bemiddelaars worden door artikel 9 van deze overeenkomst bepaald. Dit beslist binnen 3 maand van het aanhangig maken van de zaak. Zijn beslissing is onherroepelijk. Zij wordt ter uitvoering aan de voorzitter van het Sociaal Fonds overgemaakt alsmede aan alle betrokken partijen, zoals in art. 9, § 7 voorzien.
- §6. Bij gebreke aan een eenparige beslissing van het beheerscomité en bij gebreke aan het aanhangig maken van het college van bemiddelaars binnen de 45 dagen van de eerste vergadering van het beheerscomité, wordt de eerstvolgende uitkering van het sociaal voordeel die opgeschort was, toegekend.

Artikel 9. -

- §1. Het college van bemiddelaars van het Sociaal Fonds van de scheikundige nijverheid wordt door deze CAO opgericht.
- §2. Het heeft tot taak elk geschil dat tussen de ondertekenende partijen van deze overeenkomst zou kunnen oprijzen, te beslechten, uitsluitend in de gevallen voorzien in artikel 8.
- §3. Het Paritair Comité stelt om de drie jaar een lijst samen van zes bemiddelaars gekozen onder personaliteiten die een bewezen ervaring en kennis in de sociale en industriële aangelegenheden en van het arbeidsrecht hebben en die waarborgen van onpartijdigheid bieden.
- §4. Het college wordt samengesteld uit drie bemiddelaars telkens voor een bepaalde zaak aangeduid.
- §5. De belanghebbende ondertekenende organisatie betekent aan de andere ondertekenende partijen van deze overeenkomst haar wil om het geschil op te lossen bij middel van een beslissing van het college van bemiddelaars. De betekening verwijst naar het voorwerp van het geschil. Daarenboven houdt ze de aanduiding in van een bemiddelaar gekozen uit de lijst van bemiddelaars opgesteld zoals beschreven in § 3. In dezelfde betekening wordt de tegenpartij uitgenodigd een tweede bemiddelaar op dezelfde wijze aan te duiden. De aangeduide bemiddelaars die hun opdracht aanvaard hebben stellen op dezelfde wijze een derde bemiddelaar aan die het college zal voorzitten.
- §6. Het beheerscomité van het Sociaal Fonds legt de honoraria vast van de bemiddelaars ten laste van genaamd fonds. De termijnen en de praktische modaliteiten van de zending van het college van bemiddelaars worden door de ondertekenende partijen vastgelegd. Een secretariaat wordt door het beheerscomité van het Sociaal Fonds ter beschikking gesteld.
- §7. Het college heeft tot taak zich uit te spreken over de ontvankelijkheid van het verzoek en over de materialiteit der motieven door de werkgever aangehaald om zijn verzoek tot intrekking van het sociaal voordeel zoals voorzien in artikel 8 te staven. Indien het college het verzoek aanvaardt en gegrond verklaart, wordt de betaling van het sociaal voordeel ingetrokken.

De beslissing van het college wordt door de voorzitter van het college ter uitvoering aan het beheerscomité van het Sociaal Fonds en aan de ondertekende partijen betekend.

De ontvangst van deze betekening door de voorzitter van het beheerscomité staat gelijk met een instemming van rechtswege met deze beslissing door het beheerscomité en de ondertekenende partijen, zonder stemming noch beraadslaging.

Het beheerscomité van het Sociaal Fonds betekent de beslissing van de bemiddelaars aan de betrokken werkers en werksters, aan de syndicale afvaardiging van de onderneming en aan de werkgever.

- §8. De procedure volgt de regels, vastgelegd door het beheerscomité. Het college van bemiddelaars mag overgaan tot alle onderzoeken die nodig zijn om het dossier samen te stellen.
- §9. Het college beslist met enkele meerderheid. De beslissing wordt geschreven, gemotiveerd en ondertekend. Het college beslist door het verzoek te aanvaarden of te verwerpen. De beslissing is onherroepelijk.
- §10. Het college is gehouden zijn beslissing te nemen en te betekenen in de drie maanden die volgen op de aanduiding van de eerste bemiddelaar. Bij gebreke worden de bemiddelaars ambtshalve van hun opdracht ontheven en de ondertekenende partijen mogen opnieuw bemiddelaars aanstellen.
- §11. De zittingen van het college zijn niet openbaar. Zijn beraadslagingen zijn geheim.

Artikel 10. - Deze CAO treedt in werking op 1 januari 2013 en is gesloten voor een onbepaalde tijd. Ze heft de CAO van 12 december 1979, geregistreerd onder het nummer 006040/CO/116, zoals gewijzigd door de CAO van 13 november 1985 en de CAO van 3 maart 1999, op en vervangt haar.

Zij kan door een eenstemmig akkoord van de ondertekenende organisaties worden herzien en door een van hen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van drie maanden wordt betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid en aan elk van de ondertekenende organisaties.

De opzegging vangt aan op de datum van de verzending van het aangetekend schrijven.

De verzoeken tot sanctie die voor deze datum ingediend zijn worden volgens de oude procedure behandeld.